

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

3ème trimestre 2021(DM 1) septembre

Séance Publique du 24 septembre 2021

Objet : VŒU RELATIF À LA SANTÉ AU TRAVAIL DES AGENTS TERRITORIAUX DANS LE DÉPARTEMENT D'ILLE-ET-VILAINE

Lors des rencontres des Maires employeurs de ce dernier semestre dans les 18 intercommunalités d'Ille-et-Vilaine, des échanges ont eu lieu sur les difficultés rencontrées par le Centre de gestion d'Ille-et-Vilaine (CDG 35) pour assurer le secrétariat des instances médicales et proposer un service de médecine du travail à la hauteur des sollicitations des collectivités.

Dès octobre 2021, a priori, le CDG 35 ne pourra plus réunir assez de médecins pour siéger dans les Commissions de Réforme qui statuent sur les dossiers médicaux des agents. Les conséquences humaines et financières seront importantes pour les personnes et les collectivités employeuses.

Beaucoup de Maires ont exprimé leur soutien aux initiatives du CDG 35 pour faire bouger les lignes afin d'apporter des solutions à court ou moyen terme. Certains ont même suggéré de rédiger un vœu pour le soutenir et le transmettre aux autorités compétentes.

Le CDG 35 a rédigé une note détaillée sur le contexte et propose d'adopter un vœu qui sollicite :

- une refonte du fonctionnement des instances médicales et des actions de sensibilisation des médecins généralistes et experts pour y participer.*
- un renforcement du statut des infirmières en santé au travail, comme dans le secteur privé.*
- un allègement des conditions de recrutement des médecins de prévention.*

Ce vœu est transmis à l'Association des Maires d'Ille-et-Vilaine, à l'Association des Maires Ruraux d'Ille-et-Vilaine, aux 333 maires et aux 18 Présidents d'intercommunalités, aux Présidents de la Région, du Département et du SDIS 35. Il est également adressé aux parlementaires pour donner suite aux débats sur ce sujet et encourager à des évolutions législatives rapides pour assurer la continuité des services.

Un exemplaire aussi été envoyé aux instances nationales consultatives sur les questions en ressources humaines : la Fédération Nationale des CDG et le Conseil Supérieur de la Fonction Publique Territoriale tout particulièrement.

Le CDG 35 est conscient de l'importance des instances médicales, et notamment des Commissions de Réforme dont il assure le secrétariat depuis 15 ans sous l'autorité du Préfet, et de la médecine de prévention dont le service a été créé au début des années quatre-vingt en Ille-et-Vilaine.

Cette sollicitation marque donc la nécessité d'un mouvement d'envergure pour en assurer la continuité dans l'intérêt des agents et des collectivités.

Le Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine,

Vu le règlement intérieur du Conseil départemental, notamment son article 64 ;

Vu le projet de vœu relatif à la santé au travail des agents territoriaux dans le département d'Ille-et-Vilaine, présenté le 17 septembre 2021 par M. PAUTREL, conseiller départemental du canton de Fougères 2, au nom du groupe Union du Centre et de la Droite ;

Vu l'avis unanimement favorable de la 4^{ème} commission, réunie le 20 septembre 2021, sur le vœu présenté ;

Après avoir entendu M. MARTINS, rapporteur au nom de la 4^{ème} commission ;

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés (54 voix pour), dans la séance du 24 septembre 2021 ;

EMET LE VŒU SUIVANT :

Dans le cadre de ce vœu sur la santé au travail des agents territoriaux, le Département demande :

Pour les instances médicales :

- ***un allègement du nombre de membres présents et notamment de médecins pour les Commissions de Réforme.***
- ***une revalorisation et une harmonisation des indemnités pour les médecins qui siègent dans les Commissions de Réforme des 3 fonctions publiques.***
- ***une action de communication d'envergure menée par l'Etat auprès des médecins généralistes pour les inviter à siéger au sein des instances médicales.***
- ***pour les expertises, des actions de communication et de formation des praticiens en partenariat avec l'Agence Régionale de Santé et les Ordres départementaux des médecins.***

Pour la médecine de prévention :

- ***une adaptation du statut des infirmières de santé au travail pour qu'elles puissent réaliser les visites d'embauche, comme dans le secteur privé.***
- ***permettre aux médecins qui exercent déjà et qui souhaitent se reconverter ou diversifier leurs activités d'exercer dans la prévention en facilitant le mode d'accès à cette spécialité.***
- ***une revalorisation de la grille salariale des médecins en santé au travail pour être plus en phase avec l'état du marché.***
- ***rendre obligatoire un stage de 6 mois pour les internes en médecine dans un service de santé au travail.***

Pour Extrait Conforme,

Rennes, le 24 septembre 2021

Le directeur général des services départementaux

Alain GILLOUARD